

## Concertation sur la réforme de l'asile

### Fiche n°12

#### Les allocations ouvertes aux demandeurs d'asile

Le constat est partagé, tant par la mission des inspections générales que par les participants aux ateliers d'une gestion insatisfaisante de l'ATA et de la nécessité de revoir ce mode de gestion, voire l'opérateur qui en a la charge. Plusieurs participants considèrent que l'OFII pourrait être cet opérateur. L'objectif de pouvoir ouvrir et fermer rapidement les droits, et d'éviter les phénomènes d'indus est partagé.

Les différents scénarios envisagés sont :

#### 1. **Aboutir à une allocation unique indexée sur la composition familiale**

Les participants des ateliers ont fait le constat partagé de l'inégalité de traitement des demandeurs d'asile au regard de l'ATA, allocation qui n'est versée qu'aux adultes. Dans la poursuite d'une logique d'unification et d'harmonisation des conditions de prise en charge des demandeurs d'asile, il s'agit par ailleurs de réduire l'écart qui existe entre les bénéficiaires de l'AMS et de l'ATA, par la fusion en une allocation unique indexée sur la composition familiale.

Le montant de cette nouvelle allocation dépend toutefois des marges de manœuvre possibles en termes d'organisation de l'hébergement, puisque la "familialisation" de l'ATA, et l'alignement de l'AMS sur cette nouvelle allocation, est de nature à avoir un impact important sur le budget global. Une alternative consiste à fixer le montant de cette allocation unique nouvelle, en redistribuant le montant actuel des coûts de l'ATA et de l'AMS entre publics bénéficiaires, à enveloppe constante, en minorant par exemple le montant versé aux demandeurs d'asile isolés.

Certaines associations ont émis le souhait de voir le montant de l'allocation réévalué à l'occasion de sa réforme.

#### 2. **Le versement d'une aide financière conditionnée à l'acceptation d'une offre d'hébergement**

Ce scénario est fondé sur l'objectif d'assurer une répartition équilibrée des flux sur le territoire, et d'éviter un phénomène de report sur le dispositif de droit commun des personnes ne souhaitant pas quitter l'Ile-de-France et les grandes agglomérations. Il se veut une incitation pour les demandeurs à rejoindre le système d'hébergement qui leur est réservé plutôt que de faire le choix d'être hébergés par des tiers ou par leurs propres moyens dans des régions de forte concentration.

Ce scénario permettrait d'agir à grande échelle sur la répartition des flux, sans fragiliser le dispositif d'hébergement de droit commun.

#### 3. **Disjoindre le versement d'une aide financière de l'acceptation d'une offre d'hébergement**

Les associations invoquent l'injustice provoquée par la perte du droit à l'allocation pour les personnes hébergées chez des tiers, qui n'ont aucune ressource par ailleurs. La distinction

entre l'offre d'allocation et l'offre d'hébergement offrirait également une meilleure visibilité des besoins réels en matière d'hébergement, ce qui n'est pas le cas à ce jour. En effet, un grand nombre de demandeurs d'asile qui jouissent de solutions individuelles d'hébergement s'inscrivent aujourd'hui sur une liste d'attente pour accéder aux CADA uniquement pour pouvoir bénéficier de l'ATA, ce qui fausse les chiffres.

Les débats au cours des ateliers n'ont pas permis de régler la question d'un risque de report sur les structures de droit commun là où les demandeurs d'asile ne souhaiteront pas être orientés vers d'autres départements ou régions. En effet, le principe de l'inconditionnalité de l'accueil ne permettrait pas d'instaurer de régime particulier pour les demandeurs d'asile qui auront refusé une place d'hébergement au titre de l'asile. Le problème risque de se poser principalement sur les régions d'Ile-de-France et de Rhône-Alpes qui concentrent le plus grand nombre de places d'hôtel pour demandeurs d'asile.

#### **4. Prévoir les conditions dans lesquelles le bénéfice de l'ATA pourrait être limité ou retiré**

L'article 20 de la directive 2013/33/UE permet de limiter ou de retirer le bénéfice des conditions d'accueil que sont principalement l'hébergement et l'allocation de subsistance (ATA) lorsque le demandeur ne coopère pas avec les autorités nationales en vue de l'examen de sa demande d'asile.

Ces mesures pourraient intervenir :

- lorsqu'un demandeur d'asile, sans motif légitime, ne respecte pas l'obligation de se présenter aux autorités, ne répond pas aux demandes d'information ou ne se rend pas aux entretiens personnels concernant la procédure de demande d'asile, c'est-à-dire lorsqu'il est déclaré en fuite au sens du règlement Dublin ;
- si le demandeur d'asile a quitté sans autorisation, alors que cette dernière était requise, son lieu de résidence déterminé ;
- s'il a sollicité un second réexamen de sa demande d'asile (prévu par les articles 9-2 et 41 de la directive procédures de 2013) ;
- quand le demandeur, sans motif légitime, n'a pas sollicité l'asile dès qu'il était en mesure de le faire après son entrée en France. Il sera toutefois difficile de vérifier la date exacte d'arrivée en France du demandeur.

Le rétablissement éventuel du bénéfice des conditions matérielles d'accueil est possible lorsque le demandeur d'asile est retrouvé ou se présente volontairement aux autorités compétentes.

La directive encadre strictement les cas de retrait du bénéfice de conditions d'accueil. Le retrait ne peut en effet intervenir que dans des cas exceptionnels et dûment justifiés (alinéa 1) et les décisions portant retrait ou de limitation de ces conditions « sont prises au cas par cas, impartialement et objectivement, et sont motivées ». Les Etats membres doivent garantir un niveau de vie digne au demandeur (alinéa 5 de l'article 20).